



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées

SK/186

A R R E T E

du 25 JUIL. 2016 portant mise en demeure à la société
Fonderie SCHLUMBERGER, pour le respect des
prescriptions d'exploiter s'agissant de son
établissement de Guebwiller,
au titre du code de l'environnement

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8-I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2008-329-10 du 24 novembre 2008 portant autorisation à la société Fonderie SCHLUMBERGER à Guebwiller de poursuivre et d'étendre ses activités (régularisation),
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014175-0006 du 24 juin 2014 portant prescriptions complémentaires à la société Fonderie SCHLUMBERGER concernant la gestion des produits et déchets pour son site de Guebwiller,
- VU** l'inspection de l'établissement du 9 juin 2016,
- VU** le rapport du 18 juin 2016 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT que l'article 1-7-1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose que toutes modifications d'exploiter soient préalablement portées à la connaissance du préfet et qu'un nombre certain de modifications intervenues depuis 2008 ne lui ont pas été signalées,

CONSIDERANT que l'article 4-3-1-2 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose que les eaux industrielles soient rejetées au réseau d'assainissement communal au plus tard le 24 août 2009,

CONSIDERANT que les eaux de refroidissement de groupe hydraulique sont à considérer comme des eaux à caractère industriel, qu'elles doivent donc être rejetées au réseau d'assainissement communal dans le respect des prescriptions de l'article **4-3-1-2** de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, alors qu'au jour de l'inspection du 9 juin 2016 il a été constaté leur rejet au milieu naturel (la Lauch) par le Vieux canal qui passe sous l'établissement industriel,

CONSIDERANT que l'article **9-2-3-1** de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose le contrôle annuel de la qualité des rejets au réseau d'assainissement communal et que l'exploitant ne peut produire aucun résultat d'analyse,

CONSIDERANT que l'article **9-2-3-1** de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose le contrôle annuel de la qualité des rejets d'eaux pluviales de ruissellement à la Lauch et que l'exploitant ne peut produire aucun résultat d'analyse des rejets directs d'eaux pluviales à la Lauch pour la totalité des émissaires de rejet de l'établissement (*rejets directs au droit du site, rejet via le Vieux canal, rejet via le Canal usinier*),

CONSIDERANT que l'article **9-2-3-2** de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose le contrôle semestriel de la qualité des eaux de la Lauch à l'aval hydraulique des rejets de l'établissement à la Lauch, et que l'exploitant ne procède au contrôle de la Lauch qu'à l'aval des rejets réalisés au droit du site et non des rejets à la Lauch via le Vieux canal et le Canal usinier,

CONSIDERANT que les articles **6-2-1** et **6-2-2** de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé imposent des seuils réglementaires d'urgence en ZER et des niveaux maximaux de bruit en bordure de site, qui ne sont pas respectés,

CONSIDERANT que l'article **9-3-1** de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose que l'exploitant prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques et écarts par rapport aux valeurs réglementaires et qu'aucune mesure n'a été proposée ou prise alors que le rapport des mesures de bruits réalisées en juillet, septembre et octobre 2015 (*rapport d'étude n°14-2015-MP*) traduit de la non-conformité des émergences et des niveaux de bruit en limites de site,

CONSIDERANT en conséquence que la société Fonderie SCHLUMBERGER ne respecte pas des prescriptions d'exploiter de son arrêté d'autorisation d'exploiter du 24 novembre 2008 susvisé et que sont donc ainsi réunies les conditions qui permettent la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure définie à l'article L171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'exploitant de la société Fonderie SCHLUMBERGER, dont le siège social est 3 rue du 17 novembre à GUEBWILLER (68500), est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques des articles **1-7-1**, **4-3-1-2**, **9-2-3-1**, **9-2-3-2**, **6-2-1**, **6-2-2** et **9-3-1** de l'arrêté préfectoral n°2008-329-10 du 24 novembre 2008, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, qui s'appliquent à son établissement situé à l'adresse du siège social à GUEBWILLER.

Article 2 :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux dispositions de l'article 1-7-1 « **information** » de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du dossier de demande de modification des conditions d'exploiter en vue de la régularisation des diverses modifications d'exploitation intervenues sur le site depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 24 novembre 2008 susvisé :

« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article R.512-33 du code de l'environnement) ».

Article 3 :

Avant le 31 décembre 2016 et conformément aux dispositions de l'article 4-3-1-2 « **Eaux industrielles** » de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du rejet des eaux à caractère industriel et notamment toutes les eaux de refroidissement :

« (...) elles sont rejetées au réseau d'assainissement communal. ».

Article 4 :

Avant le 31 décembre 2016 et conformément aux dispositions de l'article 9-2-3-1 « **Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux** » de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant des rejets aqueux de l'établissement :

« Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

<i>Paramètres</i>
<i>Eaux pluviales</i>
<i>Température, pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux</i>
<i>Eaux de refroidissement</i>
<i>Température , pH MEST, DBO5, DCO, AOX, Métaux totaux</i>

. ».

Article 5 :

Avant le 31 décembre 2016 et conformément aux dispositions de l'article 9-2-3-2 « **Auto surveillance des effets sur l'environnement** » de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du contrôle de la qualité des eaux de la Lauch à l'aval hydraulique de tous les rejets à la Lauch :

« L'exploitant aménage un point de surveillance en aval de son rejet à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau. Les paramètres de l'eau à analyser sont les suivants :

Paramètres
Température, pH, MEST, DBO5, DCO, AOX, Métaux totaux, Hydrocarbures totaux

. ».

Article 6 :

Dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux dispositions des articles 6-2-1 « **valeurs limites d'émergence** » de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du respect des valeurs d'émergence :

«

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

. ».

Article 7 :

Dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux dispositions des articles 6-2-2 « **niveaux limites de bruit** » de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du respect des niveaux limites de bruit :

« Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés) dB(A)		Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (et dimanches et jours fériés) dB(A)	
	Niveau limite de bruit	Remarque	Niveau limite de bruit	Remarque
1	58		50	A 100 mètres
2	58		50	A 100 mètres
3	64		59	
4	53	Laeq, 50	43	Laeq, 50

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.(...). ».

Article 8 :

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux dispositions de l'article 9-3-1 « Actions correctives » de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant des actions correctives et notamment le dépassement des niveaux limites de bruit et d'écarts :

« L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise (...), notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. (...) ».

Article 9 :

Faute pour la société Fonderie SCHLUMBERGER de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 10 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN-GUEBWILLER et la Directrice Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le 25 JUIL. 2016

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Christophe MARX

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.